

**L'analyse de Ron Hochuli**

L'UDC prépare la relève des seconds couteaux

Après Christoph Blocher, la débâcle? Cette thèse, largement répandue, a été invalidée le 21 octobre. Même si l'UDC mise toujours sur l'ancienne garde pour conquérir les fonctions clés

Certains postes ne sont pas encore libres que, déjà, l'UDC les revendique. Après sa victoire du 21 octobre qui, quels que soient les résultats du second tour aux Etats, lui confèrera une septantaine de sièges sous la Coupole fédérale, l'UDC réclame le «jackpot». Elle vise la Chancellerie fédérale de même que, au plus tard le jour où Samuel Schmid – accompagné de Moritz Leuenberger et de Pascal Couchepin – aura quitté le Conseil fédéral, deux départements clés au gouvernement. Et pas question d'occuper ces postes par des «modérés».

Les ambitions de l'UDC paraissent justifiées à l'aune de son poids électoral mais démesurées du point de vue du personnel politique que cette formation est en mesure de fournir. Du moins si l'on postule, comme ce serait le cas dans les autres partis, qu'une fonction de premier plan, comme un fauteuil gouvernemental, doit être confiée à un ténor qui a fait ses preuves en politique. En d'autres termes, un élu qui dispose à la fois d'un solide parcours de parlementaire et d'une expérience au sein de l'exécutif d'un canton ou d'une grande ville.

L'UDC n'a pas ce type de profil dans ses rangs. La preuve: un seul nom circule pour trois fonctions, la présidence du parti, le Conseil fédéral et, jusqu'à hier, l'exécutif du canton de Berne: celui d'Adrian Ams-

tutz, un homme dont la Suisse a fait connaissance il y a moins d'une semaine. Pour le reste, il faut s'en remettre à l'aveu que faisait récemment, fataliste, un membre de la hiérarchie de l'UDC: «Nous avons une majorité de seconds couteaux.»

Néanmoins, cette absence cultivée de concurrence interne pourrait, à court terme, jouer en faveur du parti. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée permettra aux démocrates du centre de profiler les (rares) candidats de leur choix pour occuper les postes à haute valeur ajoutée.

En face, le parlement trahit déjà son embarras. La réélection de Christoph Blocher paraît non seulement assurée de par la force de frappe de son parti, mais également parce que le courant modéré, parmi les démocrates du centre, est en voie d'extinction.

Au sein du groupe parlementaire, hormis les trois irréductibles bernois et grisons (Ursula Haller, Brigitta Gadiet et Hansjörg Hassler), les rangs sont désormais homogènes. Et même dans les exécutifs cantonaux, où l'UDC peine toujours à faire élire ses candidats, les «moutons noirs» se comptent sur les doigts d'une main. Soit, à défaut de s'être complètement «blochérisés», ils se sont alignés sur la ligne dominante, à l'instar du Vaudois Jean-Claude Mermoud.

Soit, comme Urs Gasche, le directeur des Finances bernoises, ou quelques sénateurs, ils se tiennent en retrait.

Parmi les papables à des postes en vue, outre Adrian Amstutz, il reste donc Ueli Maurer, qui quittera la présidence du parti l'an prochain, l'entrepreneur zurichois Bruno Zuppiger ou l'apparatchik devenu bras droit de Christoph Blocher au Département de justice et police, Yves Bichsel, auquel le parti souhaiterait confier la chancellerie. Au-delà, les noms de Guy Parmelin

pour ouvrir un boulevard à Christoph Blocher. Mais comme en ont témoigné les dernières élections, cela ne lui a pas porté préjudice. Le fait même que Toni Brunner figure en pole position pour les Etats atteste que les électeurs de l'UDC font d'abord confiance au label du parti avant de jauger les qualités des candidats qui le représentent.

Or, en politique, le succès crée les vocations. Et l'UDC parvient désormais à attirer – et à faire élire – des jeunes qui, nourrissant un appétit pour la politique, préféreraient encore il y a peu, la bannière de la concurrence. Les exemples du Saint-Gallois Lukas Reimann ou de la «nouvelle star» zurichoise Nathalie Rickli sont évocateurs. A la différence d'une majorité d'élus de la droite dure, ces conseillers nationaux frais émoulus n'iront pas à Berne juste pour suivre la consigne de vote qui leur est dictée. Ils ont des projets et un certain bagage académique ou professionnel pour les réaliser. Et font déjà des émules.

Jusqu'ici, les opposants de l'UDC spéculaient sur une loi «biologique» selon laquelle le parti glisserait vers une inexorable chute une fois ses ténors à la retraite. Mais Christoph Blocher est toujours là, et ces spéculations paraissent déjà dépassées...

Correspondant au Palais fédéral.

Les électeurs de l'UDC font d'abord confiance au label du parti avant de jauger les qualités des candidats

ou de Jean-François Rime ne sont guère évoqués que parce qu'il faut bien faire semblant de considérer les Romands. L'UDC a donc toutes les chances d'imposer à de hautes fonctions une ancienne garde qui préside à son destin depuis une quinzaine d'années.

Mais que se passera-t-il une fois que ces leaders, presque tous sexagénaires, seront partis? Le parti a certes sacrifié une génération entière en étouffant les ambitions